

Dix questions pour mieux comprendre la crise syrienne

Première publication le 15/03/2018, modifié le 26/05/2021

Par Paul Khalifeh

Depuis le début de la guerre en mars 2011, il n'y a toujours aucun espoir en vue pour voir une quelconque fin des hostilités. Afin de mieux comprendre la crise syrienne, les raisons et les acteurs du conflit, les explications de notre correspondant à Beyrouth, Paul Khalifeh.

1- Quelles sont les causes directes et indirectes qui ont déclenché la crise syrienne ?

L'étincelle qui a mis le feu aux poudres est l'arrestation par les services de sécurité –les redoutables moukhabarat- début mars 2011, d'un groupe d'adolescents qui avaient inscrit, sur les murs de Deraa, dans le sud du pays, le slogan du printemps arabe : « *Le peuple veut la chute du régime* ». Le chef de la sécurité de cette ville du sud du pays, Atef Najib, un cousin du président Bachar al-Assad, aurait fait torturer les enfants. Il aurait ensuite humilié un groupe de parents conduits par un chef du puissant clan des Abazeid, venus réclamer la libération de leur fils. Or, dans une région fortement attachée aux traditions arabes bédouines, la mort est préférable à l'humiliation.

Le 15 mars, les premières manifestations éclatent dans le centre de Deraa. Des tirs font des morts et des blessés. L'opposition accuse les forces de l'ordre d'avoir tiré sur la foule pacifique. Les autorités prétendent, de leur côté, que des hommes armés, infiltrés parmi les protestataires, ont ouvert le feu, tuant et blessant des civils et des policiers.

La raison profonde de la révolte est le ras-le-bol de la population de 50 ans de règne du parti Baas, couplé à une aggravation des conditions de vie. La libéralisation économique menée par le président Assad, à l'initiative de son vice-premier ministre Abdallah Dardari, a creusé le fossé entre les villes et la campagne. L'agriculture, longtemps fer-de-lance des politiques sociales du Baas, a été négligée. La sécheresse, qui a frappé le pays entre 2006 et 2011, n'a pas arrangé les choses. Un million et demi de personnes sans emplois ni qualifications sont venues grossir les périphéries surpeuplées et pauvres des grandes villes. C'est d'ailleurs dans les campagnes et les banlieues des villes que la contestation s'est le plus vite répandue, alors qu'elle a eu du mal à prendre racine dans les grandes métropoles. Au-delà des revendications politiques pour plus de liberté et de démocratie, la révolte syrienne a aussi, et peut-être surtout, une dimension sociale et économique.

2- À quel stade la crise s'est-elle militarisée ?

Les médias retiennent la date du 31 juillet 2011 pour marquer le début de la militarisation de la révolte. Ce jour-là, un groupe d'officiers dissidents annonce la création de l'Armée syrienne libre (ASL), qui a pour objectifs de « *protéger les manifestants pacifiques de la sanglante répression du régime* ». L'ASL est surtout équipée d'armes prises dans les arsenaux de l'armée syrienne.

Cependant, la dimension armée de la révolte s'était manifestée dès les premières semaines. En avril 2011, un mois après le début des manifestations, une patrouille de l'armée syrienne tombe dans une embuscade près de la ville côtière de Tartous. Neuf militaires sont tués dans cette attaque qui est filmée et postée sur les réseaux sociaux. Le 6 juin, 120 membres des forces armées sont tués dans la ville de Jisr al-Choughour, à la frontière syro-turque. Les ambassadeurs occidentaux, qui étaient toujours en poste à Damas à l'époque, sont emmenés sur les lieux de l'attaque par les autorités syriennes.

3- Y a-t-il une dimension sectaire dans la révolte ?

Les figures de l'opposition syrienne qui ont occupé le devant de la scène les premiers mois appartenaient aux différentes communautés religieuses. Toutefois, cela ne cachait pas la réalité que le monde rural, qui s'est soulevé contre le régime, était majoritairement sunnite. De plus, les mouvements islamistes, qui ont encadré puis pris le contrôle du mouvement de protestation, étaient sunnites.

La famille Assad, elle, est alaouite, une branche ésotérique du chiisme. Si les alaouites occupent des postes-clés au sein de l'appareil militaro-sécuritaire, le régime dispose néanmoins d'une base sunnite

non négligeable et reste soutenu par des pans importants de la bourgeoisie sunnite urbaine. De même, la majorité des officiers supérieurs et des soldats de l'armée sont sunnites, malgré les défections, les désertions et les dissidences.

Résumer la crise syrienne à un conflit sectaire est un raccourci insuffisant pour apporter des réponses pertinentes, bien que cette dimension ait été exacerbée par les ingérences étrangères dans le conflit, notamment celles des pétromonarchies sunnites, qui soutiennent les rebelles, et de l'Iran chiite, qui appuie le régime.

4- Pourquoi l'opposition n'a-t-elle pas réussi à présenter un front uni face au régime ?

Dès le 15 septembre 2011, les principales figures de l'opposition se réunissent à Istanbul et annoncent, le 1^{er} octobre, la création d'une autorité politique transitoire pour diriger la Syrie de l'après-Assad, baptisée le Conseil national syrien (CNS). Cette structure, qui se voulait fédératrice des différentes tendances de l'opposition, n'a cependant pas réussi à maintenir l'unité de l'opposition pour de multiples raisons. D'abord, les figures opposantes de l'extérieur, qui occupaient le devant de la scène médiatique, n'avaient pas une réelle influence sur les centaines de brigades armées qui combattaient l'armée syrienne sur le terrain. L'allégeance de ces groupes allait naturellement aux pays qui les soutenaient militairement et financièrement, notamment l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie. Or, ces pays n'avaient pas forcément les mêmes intérêts et un agenda politique identique en Syrie. Les relations entre Riyad et Doha et entre l'Arabie et la Turquie se sont d'ailleurs détériorées au fil des ans.

De plus, les opposants réunis au sein du CNS avaient des visions parfois antagonistes de l'avenir de la Syrie. Ainsi malgré l'unité de façade, les positions étaient inconciliables entre les laïques et les islamistes, les libéraux et les nationalistes arabes, les pro-occidentaux et ceux qui ont des relations avec des puissances régionales. Les contradictions sont très vite remontées à la surface et même leur hostilité au régime syrien n'a pas suffi pour constituer un ciment suffisamment fort leur permettant de créer une plateforme dotée d'un programme viable.

5- Quelle est la position des Kurdes ?

Les Kurdes de Syrie représentent environ 10 % de la population (2,4 millions de personnes) et sont essentiellement concentrés au Nord-est (Qamichli, Hassaké), au Nord (Kobané) et au Nord-ouest (Afrin). Minorité ethnique aux droits non reconnus et longtemps marginalisés, les Kurdes ont profité de la crise syrienne pour faire avancer le projet d'une Syrie fédérale dans ce qu'ils appellent le Rojava. Ils ont donc tissé leurs alliances dans cette optique et ont patiemment étendu leur contrôle militaire sur les régions où ils sont majoritaires, débordant même sur des zones essentiellement peuplées par des Arabes, comme Raqqa et Manbij. Leurs forces ont été regroupées au sein des Unités de protection du peuple kurde (PYD), considérées comme la branche syrienne du PKK turc, fondé par le leader kurde historique Abdallah Oçalan. Les Kurdes n'ont pas hésité à affronter militairement aussi bien les rebelles, comme dans le quartier de Cheikh Maqoud à Alep, que les troupes gouvernementales, comme dans la ville de Hassaké, leur priorité étant de réunifier leurs trois cantons éloignés géographiquement.

Les Kurdes font parler d'eux sur la scène internationale lorsqu'ils affrontent les jihadistes de l'État islamique (EI) à Aïn Arab (Kobané), à la frontière syro-turque. Cette bataille de 10 mois (septembre 2014-juin 2015) se terminera par la première grande défaite de l'EI. Soutenus par l'aviation de la coalition internationale et par des conseillers militaires occidentaux, les Kurdes choisissent de tisser une alliance avec les États-Unis, qui déploient des centaines de commandos des unités spéciales dans les régions sous leur contrôle. Sous l'impulsion des Américains, ils forment avec des groupes arabes pro-américains les Forces démocratiques syriennes (FDS), qui libèrent les villes de Manbij et de Raqqa de la présence jihadiste, avant de s'engager contre l'EI dans la vallée de l'Euphrate, pour occuper le terrain avant l'armée syrienne et ses alliés.

Entretemps, en mars 2016, les Kurdes proclament unilatéralement leur entité fédérale dans les trois cantons, au grand dam de la Turquie et des autorités syriennes. La première craint un effet de contagion aux Kurdes de Turquie, et Damas redoute une partition de la Syrie.

Le rêve d'un Rojava autonome vient de recevoir un coup sérieux avec l'offensive turque contre l'enclave de Afrin, au nord-ouest d'Alep. Profitant d'une conjoncture militaire, politique et diplomatique favorable, la Turquie et ses milices syriennes supplétives ont lancé le 20 janvier une vaste offensive contre Afrin. Leurs protecteurs américains et les Russes regardent sans intervenir. Le régime syrien se contente d'envoyer quelques centaines de miliciens en renfort.

Comme cela s'est produit plusieurs fois dans l'histoire, les Kurdes sont abandonnés de tous.

6- Pourquoi le régime syrien n'a-t-il pas subi le même sort que les autres régimes arabes renversés par des révoltes populaires lors du printemps arabe ?

Alors que le Tunisien Zein al-Abidine Ben Ali, l'Égyptien Hosni Moubarak et le Libyen Mouammar Kadhafi sont tombés en quelques semaines ou mois, le régime syrien est toujours là, sept ans après les premières manifestations. Cette résilience est principalement due à deux facteurs.

Le premier est d'ordre interne: malgré les défections, comme celle du Premier ministre Riad Hijab à l'été 2012, les dissidences de centaines d'officiers et les désertions de milliers de soldats, les institutions, les services de sécurité et l'armée ont pu préserver un minimum d'unité et sont restés loyaux au président Bachar al-Assad. Après avoir absorbé les premiers chocs, le régime s'est ressaisi, organisant des élections législatives et présidentielles, et restructurant les forces armées.

Le second facteur est d'ordre externe: contrairement aux régimes tunisien, égyptien et libyen, la Syrie n'était pas isolée. Elle a tissé de solides alliances ces dernières décennies avec des États, notamment l'Iran et la Russie, et des acteurs non-étatiques, comme le Hezbollah libanais. Non seulement ses alliés ne l'ont pas laissé tomber, mais ils se sont portés à son secours sur les plans politique, diplomatique, financier et militaire.

7- Quel est le résultat de l'intervention du Hezbollah libanais, de l'Iran et de la Russie dans la guerre aux côtés du régime ?

C'est grâce à l'intervention directe sur le terrain du Hezbollah, de l'Iran et de la Russie que le régime syrien a pu inverser les rapports de force et reprendre le dessus. Dès le printemps 2013, le Hezbollah a envoyé des milliers de combattants qui ont largement contribué à la sécurisation des zones frontalières avec le Liban, qui échappaient presque entièrement au contrôle de l'armée syrienne. La première victoire enregistrée par le parti chiite libanais a été la prise du bastion rebelle de Qoussair, début juin 2013, non loin de frontière orientale du Liban. Les victoires se sont succédé et à l'automne 2017, toute la frontière libano-syrienne est revenue dans le giron de l'État syrien.

Dans le même temps, l'Iran a envoyé des centaines d'instructeurs qui ont contribué à la création, l'organisation et l'entraînement d'une force supplétive à l'armée régulière, appelée l'Armée de défense nationale (ADN), qui compte 80000 hommes. L'Iran a aussi envoyé des volontaires chiites afghans dans le cadre d'une brigade appelée les Fatimides et a encouragé les milices chiites irakiennes à dépêcher des hommes sous prétexte de protéger le mausolée chiite de Saydé Zeinab, au sud de Damas. Ces milices ont participé à la plupart des grandes batailles.

Malgré ce soutien, le régime était en mauvaise posture, au printemps 2015, avec la perte de la province d'Idleb et les pressions accrues sur les autres fronts. C'est alors que la Russie est directement intervenue, en septembre 2015, envoyant une flotte de plusieurs dizaines d'avions dans la base Hemimim, dans la province de Lattaquié. Depuis cette date, l'armée syrienne a réussi à reprendre le contrôle de près de 65% du territoire.

8- La crise syrienne cache-t-elle des enjeux géopolitiques ?

Au fil des ans, la guerre syrienne s'est transformée de conflit interne en confrontation globale, mais de basse intensité entre la Russie et ses alliés d'un côté, les États-Unis et ses partenaires de l'autre. La Syrie est, aujourd'hui, le principal terrain d'affrontements entre ces deux grandes puissances.

Moscou cherche à jeter les fondements d'un monde multipolaire et c'est de l'issue de la guerre syrienne que dépendra la nature du nouvel ordre mondial en gestation. C'est sur le terrain syrien que la Russie a testé ses nouvelles armes, dont a été dotée son armée dans le cadre d'un vaste et ambitieux programme de modernisation.

La crise syrienne pourrait provoquer un remodelage des alliances régionales et internationales, avec l'éloignement de la Turquie de l'OTAN et le retour de la Russie en tant qu'acteur de premier plan en Méditerranée orientale.

9- Qu'en est-il, aujourd'hui, des mouvements jihadistes en Syrie ?

À l'apogée de sa puissance, le groupe État islamique (EI) occupait près de la moitié de la Syrie. L'ex-branche d'Al-Qaïda, rebaptisée Hayaat Tahrir al-Cham, contrôlait, elle, la majorité de la province d'Idleb, au nord-ouest.

L'EI a perdu ses territoires du nord, qui s'étendaient de la frontière syro-turque à la ville de Raqqa, après une offensive qui a duré plus d'un an, lancée par les Forces démocratiques syriennes, soutenues par l'aviation de la coalition internationale et des conseillers occidentaux déployés sur le terrain. Raqqa, la capitale autoproclamée des jihadistes, a été prise à l'automne 2017.

L'EI a perdu tous ses territoires du centre et de l'Est de la Syrie, y compris les villes de Palmyre et de Deir Ezzor, au profit de l'armée syrienne, appuyée par ses alliés et par l'aviation russe.

Aujourd'hui, l'EI n'est plus présent que dans de petites poches dans la vallée de l'Euphrate, à la frontière syro-irakienne et dans une enclave de la vallée de Yarmouk, adossée au Golan syrien occupé par Israël, dans le sud.

Minée par des dissensions internes et affaiblie par des combats fratricides avec d'autres groupes jihadistes et rebelles, l'ex-branche d'Al-Qaïda a perdu, quant à elle, la plupart de ses territoires après une offensive de l'armée cet hiver, qui s'est soldée par la prise de l'aéroport militaire d'Abou Zouhour, à Idleb. Hayaat Tahrir al-Cham ne contrôle plus d'une partie d'Idleb et certaines petites poches dans les provinces de Hama, au centre, et de Deraa au Sud.

10- Quelle est la position d'Israël dans la crise syrienne ?

Israël a vu dans la crise syrienne une opportunité d'affaiblir son ennemi de toujours, le régime syrien, qui fait partie d'un axe anti-israélien allant de Téhéran au Liban. Dès les premiers mois, l'État hébreu a adopté une position de neutralité positive vis-à-vis des groupes rebelles actifs dans les provinces méridionales de Quneitra et de Deraa, limitrophes du Golan. Des rapports des observateurs de l'Onu, qui étaient déployées dans le secteur, font état de dizaines de rencontres entre des officiers israéliens et des responsables rebelles. L'artillerie et l'aviation israéliennes ont bombardé à de multiples reprises des positions de l'armée syrienne et du Hezbollah dans cette zone, après la chute d'obus et de roquettes dans le Golan.

Le journal américain *The Wall Street Journal* a publié une longue enquête, en juin 2017, révélant que l'objectif des Israéliens était de créer une zone tampon le long du Golan pour éloigner l'armée syrienne et le Hezbollah. Cette zone devait être contrôlée par des groupes rebelles entretenant de bons rapports avec Israël. C'est dans cette optique que des centaines de combattants blessés au combat ont été soignés dans des hôpitaux israéliens. Certains d'entre eux ont même reçu la visite du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Aujourd'hui, la priorité d'Israël est d'empêcher que le Hezbollah et l'Iran ne se rapprochent trop du Golan, qui risque de devenir un nouveau front lors d'une éventuelle guerre. L'objectif affiché de Tel-Aviv est aussi d'empêcher la livraison au Hezbollah d'armes susceptibles de modifier les rapports de force militaires. Régulièrement, l'aviation israélienne lance des attaques contre des « convois » ou des « dépôts » d'armes destinés au Hezbollah. Le 10 février 2018, un F16 israélien qui participait à l'un de ces raids a été abattu par la défense antiaérienne syrienne.